

« Veut-on la mort des prépas ? »

« Veut-on la mort des prépas ? »

Tribune

Arnaud Pautet

Agrégé et docteur en histoire

En donnant une prime de points aux boursiers au concours, « ne souhaite-t-on pas tarir le vivier des classes préparatoires en dissuadant les enfants des classes moyennes de candidater ? », s'interroge Arnaud Pautet, docteur en histoire contemporaine et professeur en prépa à Lyon.

Publié le 26 novembre 2019 à 06h30 - Mis à jour le 26 novembre 2019 à 17h32 Temps de Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Ce texte est paru dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au *Monde*, vous pouvez vous inscrire à cette newsletter hebdomadaire en suivant ce lien.

Tribune. Trois rapports remis le 14 octobre à Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, par les grandes écoles de management, les Ecoles normales supérieures et Polytechnique, préconisent d'améliorer l'ouverture sociale des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), qui accueillent 28,9 % de boursiers contre 39,5 % à l'université. Elles envisagent un bonus au

concours pour les étudiants boursiers, s'ajoutant à un malus pour les étudiants passant le concours une seconde fois. Elles proposent de ne plus restreindre leur recrutement à bac + 2 aux seuls étudiants de CPGE. Derrière ce louable objectif de démocratisation se cachent des intentions moins avouables.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Mixité sociale dans les grandes écoles : vers des bonus aux concours pour les boursiers](#)

Sporadiquement, des acteurs politiques et les élites économiques partent en croisade contre l'excessive reproduction sociale des CPGE. Claude Bébéar, dans sa préface d'une [note](#) de l'Institut Montaigne, en 2006, regrettait qu'il n'y ait plus assez d'étudiants issus de milieux populaires ou immigrés, encourageant les écoles à recruter « *des talents par d'autres voies* [que les CPGE] ». Ce rapport préconisait de s'adapter au « *vécu socioculturel* » des étudiants, contestait le poids excessif car socialement discriminant de la culture générale et de la LV1 au concours.

S'il est vrai que la moitié des étudiants de CPGE ont un père cadre ou de profession intellectuelle supérieure ([contre 30 % à l'université](#)), 28,9 % sont boursiers. La part des éléments populaires en CPGE est passée de 23 % à 26 % entre 2001 et 2011. Avec la création des classes préparatoires dédiées aux voies technologiques, entre 1975 et 2013, la part des étudiants issus de baccalauréats technologiques est passée [de 0,4 % à 6,1 %](#) des effectifs. Sur la même période, les jeunes femmes ont été plus nombreuses à s'inscrire en CPGE (31 % en 1975, 42 % en 2013). Cependant, l'essentiel des progrès a porté sur la période 1975-2007.

Le système du bonus a-t-il alors pour objectif d'améliorer l'ouverture sociale ? En donnant une prime de points aux boursiers au concours, ne souhaite-t-on pas tarir le vivier des CPGE en dissuadant les enfants des classes moyennes de candidater ? Veut-on ainsi la mort des prépas ?

Effectifs en baisse

Prenons l'exemple d'un enfant dont les parents, agent administratif en mairie et transporteur routier, ne bénéficient pas de bourse sur critère social. S'il se voit pénalisé face à des jeunes venus de milieux populaires, prendra-t-il le risque de s'inscrire en CPGE, conscient du coût prohibitif des études à l'issue du concours ? Bien sûr que non. Comme, par ailleurs, les enfants d'expatriés, ou issus de familles habituées à voyager à l'étranger, convaincus par la rhétorique nauséabonde sur les prépas, se laissent séduire par l'université McGill à Montréal, ou HEC Montréal, le marché des prépas rétrécit irrémédiablement.

Les effectifs ont baissé de 1,6 % en 2018 ; pour ceux qui, après Vincent Peillon en 2012, voulaient affaiblir les CPGE, l'heure semble venue de planter une dernière banderille dans l'animal blessé.

Si l'on peut justifier des pénalités pour les jeunes passant une seconde fois le concours (c'est déjà le cas dans les écoles d'ingénieurs), une bonification pour les élèves boursiers paraît insultante, et scelle la victoire d'une idéologie égalitariste, entérinant le déterminisme social à défaut de lutter efficacement contre lui. A quand des critères ethniques ? Religieux ? De genre ? Si l'objectif est de représenter convenablement la société dans sa diversité, allons au bout de la logique. Si l'objectif est de défendre la mixité, exigeons des grandes écoles des frais de scolarité indexés sur le quotient familial ; favorisons les fondations qui se battent pour offrir une aide efficace à des étudiants méritants issus de milieux modestes.

En outre, la situation des classes préparatoires littéraires mérite un sort particulier : intégrer en seconde année, dès sa première présentation au concours, l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm implique un fort capital culturel hérité. Pour rattraper l'inégalité initiale, et acquérir la maturité nécessaire, une troisième année est déterminante et

« méritocratique », au sens où elle permet de distinguer ceux qui, partis sans ces atouts initiaux, ont pu combler leurs lacunes au prix d'un travail acharné.

Réussite quasi assurée

En réalité, ces classes coûtent trop cher pour les gardiens des comptes publics : un étudiant coûte en effet 15 890 euros en classe préparatoire (10 120 à l'université, et 14 180 en BTS). Si l'on raisonne en termes de mesure de la performance, le diagnostic change : la réussite d'un étudiant de prépa au niveau master 2 est quasi assurée (82 %, contre 30 % pour un étudiant à la faculté, 38 % en IUT). Rappelons qu'à peine 40 % des étudiants arrivés en faculté obtiennent leur licence 3 au bout de quatre ans.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Tension entre le gouvernement et les universités sur la question des budgets](#)

Le coût des CPGE est ridicule quand on le met à l'échelle du mastodonte qu'est l'éducation nationale (2 % des dépenses d'éducation, 1 % du budget de l'éducation nationale, 0,25 % des dépenses publiques totales inscrites au budget 2018... et 0,06 % du PIB de la même année). Se crispier sur la reproduction sociale en leur sein, les accuser de tous les maux du système éducatif est un moyen d'éviter les vraies questions : le manque criant d'investissement dans l'université ; l'effondrement des fondamentaux en amont, qui rend les étudiants démunis face aux exigences du supérieur ; les qualités nécessaires pour le manager de demain.

Sur ce dernier point, la disparition des prépas devrait nous inquiéter. Qu'y apprend-on en effet ? A s'exprimer de manière bienséante, tant à l'écrit qu'à l'oral ; à affronter l'urgence permanente ; à hiérarchiser ses priorités en domptant son stress ; à synthétiser une masse considérable d'informations ; à sensibiliser les autres aux valeurs de l'effort ; à faire

preuve de résilience en cas d'échec... Ces classes fournissent à leurs impétrants une palette d'outils qui les rend adaptables et inventifs, exigeants et pugnaces. En les supprimant, on voit bien ce qu'on perd ; mais on voit mal ce qu'on gagne.

Arnaud Pautet Agrégé et docteur en histoire contemporaine.
Professeur en CPGE à Lyon

Arnaud Pautet (Agrégé et docteur en histoire)

Contribuer

Favoris

Ajouter aux favoris

Partage

Partager sur Facebook

Envoyer par e-mail

Partager sur Messenger

Plus d'options